

La CLASSE au téléphone

C'est dans la journée de dimanche que Philippe Lapointe reçoit un appel de Yannick Grégoire l'avisant que la FEUQ et la FECQ seraient à une «discussion» téléphonique. Nous avons alors appelé Pierre Pilote afin de savoir si nous étions conviés et de quoi il serait question. Plus tard en soirée, Pierre Pilote nous a rappelé-e-s pour confirmer que nous étions bienvenu-e-s, que ce ne serait pas une négociation, mais une «discussion».

Nous avons donc rencontré les représentants et représentantes des fédérations au Bar la Québécoise en soirée, dimanche, afin d'établir un plan de match et savoir les détails des discussions antérieures. Nous avons été mis et mise au courant de la volonté gouvernementale de peut-être mettre sur pied une commission parlementaire qui se pencherait sur la gestion et les FIO. Il a été convenu que le conseil provisoire ne constituait pas une solution de fin de grève et que la commission parlementaire non plus. L'ensemble des associations nationales étudiantes s'entendent sur le fait qu'il fallait aborder les frais de scolarité le lendemain. Nous voulions aussi aborder la question du RPR pour l'enlever des «solutions» apportées par le ministère. Nous remettons de l'avant la question des États généraux. Donc pour le lendemain notre plan de match est : Le gel avec des États généraux.

Lundi 14 mai 9h30 toutes les associations nationales se rencontrent dans les bureaux de la FEUQ pour la discussion téléphonique avec Line Beauchamp. Les personnes présentes : Paul-Émile Auger, Philippe Lapointe, Justin Arcand, Shanie Morasse, Léo Bureau-Blouin, Philippe Lafrance, Simon Harvey, Yannick Grégoire et Martine Desjardins pour le côté étudiant. Du côté gouvernemental : Line Beauchamp, Madeleine Rhéaume, Philippe Cannon. Dans cette discussion qui dura environ 1h30 il a été souvent question de la dernière rencontre téléphonique de samedi 16h30, rencontre durant laquelle la ministre et les fédérations étudiantes ne s'entendaient pas sur ce qui avait été dit, mais qui traitait des amendements à apporter au conseil provisoire selon les discussions eues dans les assemblées générales pendant la semaine.

La ministre nous demanda, principalement à la CLASSE, si l'idée d'une commission parlementaire plutôt qu'un conseil provisoire serait plus satisfaisant pour les étudiant-e-s. Nous répondons que les «élu-e-s du peuple» n'ont pas notre confiance étant donné leur incapacité d'évaluer et de comprendre le système universitaire. Les fédérations vont dans le même sens et la question d'une commission parlementaire est vite mise de côté.

La FEUQ, la FECQ et la TaCEQ parlent de modifications au conseil, nous rappelons que la position prise en congrès est claire: nous nous opposons à la création de ce conseil, même Line Beauchamp a affirmé que le Conseil avait été «tué» par les assemblées générales de la CLASSE. Beauchamp ramène alors que la FECQ et la FEUQ avaient parlé de moratoire lors de leur discussion téléphonique du Samedi 16h30. Elle semble perplexe à l'existence de deux exigences pour une fin de grève: le moratoire, le conseil. Paul-Émile tente de faire un résumé en

expliquant que le moratoire doit se faire pendant la durée de travaux, que le gel et le conseil sont intrinsèquement liés. Beauchamp voit plutôt le moratoire comme un temps de pause qu'un moment d'attente de résultats.

La CLASSE revient alors à la charge. Le conseil n'est pas vraiment la formule que nous voulons. Nous parlons d'États généraux. Tant qu'à attendre les résultats de quelque chose, attendons la fin d'États généraux sur l'éducation. Il faut d'ici là adresser la question des frais de scolarité, sinon il n'y aura pas de fin de crise. Nous affirmons que le conseil provisoire ne sera pas un élément déterminant. En fait, si la ministre veut des garanties de retour en classe, c'est le gel 2007 ou la gratuité scolaire, avec des États généraux. La FEUQ et la TaCEQ demandent un processus d'évaluation, peu importe la forme, que ce soit un conseil, des États généraux, ou autre. Beauchamp a trouvé notre position très claire, contrairement aux idées de modifications des fédérations.

Beauchamp tentait clairement de nous diviser en revenant toujours sur la discussion de samedi et en mettant des mots dans la bouche de Martine. Elle tente aussi de nous demander si nous allons recommander une offre, la FEUQ et nous affirmons sans cesse que nous ne recommanderons pas, que nous ne pouvons pas garantir qu'une offre, même si on la juge correcte pourra assurer la rentrée en classe.

Nous revenons sur la question des États généraux, affirmons que la seule valeur sûre pour la fin de la crise est le gel. Beauchamp affirme que la présence de la CLASSE permet d'adresser les vraies choses. Elle demande aux fédérations si elles se rallient à l'idée d'États généraux. Après l'acquiescement de Martine, Léo répond que les États généraux représentaient un consensus acceptable.

Léo demande quand nous aurons le suivi sur la question. Beauchamp répond que cela se fera bientôt, mais qu'il fallait lui laisser le temps de consulter son monde. C'est la fin de la «discussion». Il a été reconnu que la présence de la CLASSE était très facilitatrice et aidait à la discussion.

Quelques remarques sur la discussion et sur le débriefing : à aucun moment il n'a été parlé de frais institutionnels; l'idée du comité provisoire semble ne pas plus plaire au gouvernement qu'à la CLASSE. Les États généraux ont été remis de l'avant. Le gouvernement a à plusieurs reprises parler de moratoire, cependant, à aucun moment il n'a été question de durée, de la raison, de définition. La ministre semble ne pas avoir aimé du tout l'échec de cette semaine et ne voulait pas remettre de l'avant un scénario perdant. À la lumière des discussions, il semblerait que la ministre préfère avoir une stratégie assurée d'avance que de s'essayer encore avec des propositions expérimentales. Il paraîtrait que les carrés blancs auraient rencontré le premier ministre en fin de semaine... ont-ils déjà signé notre armistice?